

Quel avenir pour la gauche ?

«Libération» a organisé une table ronde avec des politiques, des chercheurs et des experts engagés.

Depuis le 21 avril 2002 au moins, et maintenant après le référendum du 29 mai 2005 sur le projet de traité constitutionnel européen, le sentiment prévaut que la gauche s'enfonce dans une crise dont on discerne mal les issues possibles. Cette table ronde, qui a réuni le 12 octobre des chercheurs, des experts engagés ou en tout cas concernés par la

situation de la gauche en France et en Europe, vise à conjuguer des approches et des regards différents sur les voies possibles de son renouveau. Le débat du 12 octobre, animé par Jean-Michel Helvig, responsable des pages Rebonds de *Libération*, s'engage par le diagnostic sur l'état des gauches.

Une famille divisée

ALAIN BERGOUNIOUX. Pour établir un bilan pertinent sur cette question, il convient de distinguer les problèmes généraux européens et ceux qui concernent plus spécifiquement la France. Les politiques de gauche, qu'elles soient socialistes, travaillistes ou social-démocrates, ont été forgées après la Seconde Guerre mondiale dans le cadre des États-nations. Elles ont donné lieu à l'établissement du «compromis social-démocrate»

entre le capital et le travail, entre le marché et l'Etat, la solidarité et la compétition, qui a tenu bon jusqu'au début des années 70. Or depuis une vingtaine d'années, nous constatons un problème d'adaptation générale. Nous avons changé d'échelle. La mondialisation et les évolutions technologiques majeures que nous avons connues ont eu pour conséquence de modifier le rapport de force en faveur du capital par rapport au travail. Toutes les gauches européennes sont confrontées à cette problématique: comment préserver les valeurs héritées de l'après-guerre (solidarité, protection sociale) dans ce nouveau contexte? A cette question générale, les gauches européennes ont apporté des solutions différentes en fonction des réalités nationales et culturelles. Ainsi, la réponse du New Labour de Tony Blair n'est pas la même que celle des partis scandinaves ou des socialistes français. La gauche française souffre peut-être plus que celles de ses voisins européens pour s'adapter à cette nouvelle donne. En effet, la gauche en France s'est construite par l'action étatique, par la loi plus que par le contrat, pour des raisons historiques. Or, à partir du moment où les Etats sont fragilisés par une diminution de leurs ressources, la gauche voit s'affaiblir son principal outil de transformation sociale. Les difficultés qu'ont connues les gauches françaises depuis le tournant de 1983 s'expliquent à partir de ce constat. Nous sommes passés d'une politique nationale de réformes dans un cadre étatique à une adaptation à une conjoncture internationale où la régulation des mouvements transnationaux ne peut s'approprier par des méthodes traditionnelles. Depuis 1983, la gauche française cherche à résoudre ce problème, avec plus ou moins de succès selon les périodes.

A cela s'ajoute une autre spécificité hexagonale. La diversité de la gauche française et sa division sont plus marquées que dans d'autres pays européens. Cette situation ne date pas du 29 mai 2005. Je rappelle qu'en 1993, lorsque la droite a remporté les élections législatives, la gauche était déjà atomisée. De même, l'alchimie de la Gauche plurielle, en 1997, reposait davantage sur une conjoncture politique particulière liée à la dissolution de l'Assemblée nationale que sur un contrat viable unissant ses différentes composantes durablement. Aujourd'hui, les observateurs parlent de l'émergence d'une nouvelle «radicalité» à gauche. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que cette radicalité existait dès la naissance de la gauche. Elle a été ensuite incarnée par le Parti communiste ●●●

Les huit intervenants du débat

Jean-Jacques Becker

Professeur émérite de l'université Paris-X Nanterre, coordinateur de l'«Histoire des gauches en France». *La Découverte*, 2004, 1200 pp., (2 volumes), 84 euros.

Alain Bergounioux

Secrétaire national aux études du Parti socialiste. *Dernier ouvrage paru: «L'Ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)», avec Gérard Grunberg. Fayard, 2005, 28 euros.*

Paul Magnette

Directeur de l'Institut d'études européennes à l'université libre de Bruxelles. *Auteur des «Régimes politiques de l'Union européenne». Presses de Sciences-Po, 2003, 288 pp., 15 euros.*

Kalypto Nikolaidis

Professeure de relations internationales à l'université d'Oxford, ancienne conseillère de l'ex-Premier ministre Georges Papandréou (Pasok, Parti socialiste grec) sur les questions européennes.

Joël Roman

Editeur, collaborateur de la revue «Esprit». *Dernier ouvrage paru: «Ecrire contre la guerre d'Algérie: 1947-1962». Hachette Littératures 2002, 350 pp., 10,80 euros.*

Mariette Sineau

Directrice de recherche au Centre d'études de la vie politique française. *Dernier ouvrage paru: «Profession, femme politique. Sexe et pouvoir sous la V^e République». Presses de Sciences-Po, 2001, 308 pp., 25 euros.*

Gilbert Wasserman

Rédacteur en chef de la revue «Mouvements». *Dernier ouvrage paru: «Référendum: les conséquences du non», avec Jean-Louis Clergerie. Editions d'organisation, 2005, 67 pp., 4,90 euros.*

Henri Weber

Député au Parlement européen (PSE). *Dernier ouvrage paru: «Lettre recommandée au facteur». Seuil, 2004, 174 pp., 13 euros.*



Le 12 octobre lors du débat, dans les locaux de Libération.

●●● français pendant des décennies et se retrouve encore aujourd'hui dans le paysage politique français.

JEAN-JACQUES BECKER. Il est important de garder à l'esprit que la gauche n'a jamais existé en tant qu'ensemble homogène dans notre pays. Historiquement, la France a toujours connu «des» gauches. L'alliance des partis de gauche donne naissance au Bloc des gauches au début du XX^e siècle, puis au Cartel des gauches en 1924. Enfin, chacun sait que le Front populaire reposait également sur plusieurs gauches. Plus récemment, le concept de Gauche plurielle inventé par

Lionel Jospin s'inscrit également dans cette continuité historique.

L'historien René Rémond a distingué trois grands courants politiques de droite relativement stables dans le temps. Pouvons-nous appliquer ce même schéma à la gauche ? La réalité est plus complexe en ce qui concerne cette famille politique. Selon les époques, nous pouvons identifier deux ou trois grands courants de gauche. Avant 1914, trois courants coexistent : la gauche radicale, qui est la plus importante, la gauche socialiste, en pleine ascension, et la gauche syndicale, probablement la plus révolutionnaire. Dans

l'entre-deux-guerres, on repère également trois grandes forces à gauche : les communistes, les socialistes, divisés en plusieurs tendances, et les radicaux. À la Libération, les radicaux ayant pratiquement disparu, seuls deux courants subsistent : le Parti communiste français, qui s'enferme très vite dans une logique «seul contre tous», et ce qui reste de la SFIO. Aujourd'hui, nous sommes en présence de deux gauches : le socialisme et une extrême gauche diverse et fragmentée, qui intègre les trotskistes, les restes du Parti communiste et une fraction de la gauche du PS. Si l'influence du PCF s'amoindrit,

les communistes et leurs héritiers continuent à diffuser leurs idées à l'intérieur d'autres mouvements. Les résultats récents du référendum sur le traité constitutionnel européen me semblent confirmer cette analyse.

Suivant les périodes, certains courants sont dominants ou essaient de l'être. Avant 1914, le parti radical est hégémonique. Dans les années suivant la libération, le Parti Communiste est la force la plus importante.

Enfin, à partir de 1981, le Parti socialiste tient le haut du pavé. Toutefois, à chaque fois qu'une famille de gauche est en position dominante, elle entend incarner la totalité de la gauche, même si cela ne correspond pas à la réalité.

GILBERT WASSERMAN. Le débat sur la nature de la social-démocratie en Europe est extrêmement important. Ces dernières années, nous avons assisté à une tension entre deux conceptions : la conservation des acquis de la social-démocratie traditionnelle et une évolution de la gauche vers le social-libéralisme. Il existe une différence fondamentale entre ces deux approches, surtout dans le cadre de la mondialisation capitaliste. Le social-libéralisme constitue une forme d'adaptation à la mondialisation, alors que le modèle social-démocrate se conçoit comme une forme de résistance tentant de maintenir un certain nombre de modèles sociaux hérités de l'après-guerre. Toutefois, une question de fond doit être posée sur la possibilité même pour la social-démocratie de trouver des solutions pour préserver certains acquis dans le cadre de cette mondialisation.

Une autre évolution notable de la gauche concerne le changement de son ancrage social. Les débats politiques en cours entre la gauche et la droite, sur la fiscalité par exemple, montrent que les classes moyennes supérieures sont devenues le principal référent de la vie politique française. Or, si on se cale sur ce seul repère, on exclut *de facto* près de 80 à 90 % de la population de ce pays. Un débat fondamental sur les priorités à définir, dans un contexte de précarisation et de fragilisation des couches populaires (chômage, emploi précaire, baisse du pouvoir d'achat...), doit être mené.

Existe-t-il une exception française par rapport aux autres gauches européennes ? Dans un sens, non, puisque toutes les gauches européennes sont confrontées à la mondialisation capitaliste et à la difficulté de faire émerger une alternative.

Dans ce débat, la spécificité française me semble essentiellement liée à son histoire. Des traditions et des cultures politiques très diverses coexistent au sein de la gauche française. Néanmoins, la vraie question est de savoir si ces différentes composantes sont compatibles, capables de travailler ensemble et de se projeter dans l'avenir sur un certain nombre de projets.

Pour ma part, je pense que les gauches françaises peuvent converger sur ●●●

«Si l'influence du PCF s'amoindrit, les communistes et leurs héritiers continuent à diffuser leurs idées.»

JEAN-JACQUES BECKER

●●● des propositions programmatiques communes à condition que le fossé ne se creuse pas avec d'un côté les tenants d'une évolution aggravée vers le social-libéralisme, et de l'autre les partisans d'une radicalisation à tout prix, épousant la thèse des deux gauches incompatibles, aujourd'hui adoptée par la Ligue communiste révolutionnaire.

KALYPSO NICOLAÏDIS. Que les responsables politiques soient de plus en plus confrontés au spectre de l'impuissance, le sentiment de perdre prise sur des phénomènes qui les dépassent, devrait être moins dramatique à gauche: son rôle historique n'a-t-il pas été précisément d'inventer encore et toujours de nouveaux leviers d'actions en politique? Bien sûr, aujourd'hui, cette même gauche se retrouve face à un défi fondamental: repenser sa capacité d'action dans un système global et interconnecté. Alors, la social-démocratie est-elle soluble dans la mondialisation? Rappelons d'abord que, paradoxalement, le système de gouvernance économique créé dans les années 40 et 50, qui est à l'origine de la mondialisation, se voulait indolore pour la social-démocratie en privilégiant les impératifs nationaux, comme le plein emploi, sur les contraintes économiques externes, à travers des systèmes de sauvegarde et la gestion collective des biens publics. Ce n'est pas pour rien que les Etats les plus ouverts dans le monde sont aussi les plus forts. De plus, et depuis la fin de la guerre froide, la dichotomie classique entre ordre et justice dans le système international - l'idée que la coopération entre nations sert à garantir l'ordre tandis que la poursuite de la justice appartient à l'interne - est dépassée.

sée. Voilà qui devrait conforter la gauche dans le monde, pour autant qu'elle se considère d'abord comme une éthique politique avant d'être une *praxis* socio-économique.

Donc, la gauche est historiquement la mieux placée pour penser la crise de l'Etat dans le contexte de la globalisation, mais elle n'a pas su, pour l'instant, exploiter les leviers d'action progressistes qui existent dans le système international tel qu'il évolue depuis cinquante ans. Pourtant, face à ce paradoxe, la gauche européenne est aussi mieux placée que les gauches sud-américaines ou asiatiques, car elle dispose d'un outil de choix pour apprivoiser la mondialisation: l'Union européenne. Encore faut-il sortir de logique qui consiste simplement à projeter les solutions nationales au niveau continental. C'est là aussi, je crois, qu'il faut replacer l'exception de la gauche française déjà abordée par mes collègues, car l'illusion de la radicalité qui a tant désespéré les autres socialistes d'Europe se résume souvent à un conservatisme idéologique flagrant: on doit faire l'Europe comme une grande France socialiste! En France, mais surtout à gauche, les vieux paradigmes étatiques, centralisateurs, jacobins et révolutionnaires ont la peau dure.

PAUL MAGNETTE. En tant qu'observateur étranger, mais proche, trois éléments me frappent dans la situation de la gauche française vue dans une perspective européenne. Tout d'abord, la persistance du radicalisme au sein de la gauche a considérablement changé de nature. Le PCF n'occupe plus la fonction tribunicienne qu'il exerçait auprès des classes populaires. Le nouveau radicalisme est moins



fondamentalement différente de ce point de vue.

François Mitterrand parlait de l'Europe comme un prolongement des ambitions françaises, sans pour autant que ce discours s'accompagne d'un projet politique clair. Depuis, cette conception s'est désagrégée, car les électeurs de gauche perçoivent l'engagement de gauche au niveau national et l'engagement européen comme contradictoires.

Pour une grande partie de la gauche française, en effet, l'Union européenne est désormais considérée comme le cheval de Troie du libéralisme international et non comme un levier permettant de réguler les effets de la mondialisation. A l'inverse, les partis socialistes allemands et anglais semblent éprouver moins de difficultés à concilier la dimension nationale et la dimension européenne.

Adapter la social-démocratie

organisé qu'auparavant, et sa base sociologique est bien plus hétérogène puisqu'il touche aussi des catégories sociales privilégiées.

Le deuxième élément propre à la réalité française est la dualité entre la rhétorique fortement antilibérale des responsables et la pratique de l'action politique qui relève sinon du social-libéralisme, du moins d'un «socialisme d'accompagnement» plutôt que de transformation. D'où la difficulté fondamentale de la gauche française à accéder à des responsabilités de gouvernement. En effet, la gauche ne peut ni constituer un bloc majoritaire faisant le pont entre ses pôles modéré et radical, ni se situer dans une perspective d'alliance avec le centre, comme en Allemagne ou en Belgique, du fait de cette forte rhétorique antilibérale.

Pour ces raisons, le Parti socialiste français entretient un rapport au pouvoir et au réformisme plus complexe que ses homologues européens. La difficile conciliation entre un discours contestataire, nécessaire pour nourrir l'engagement et la mobilisation, et une pratique de gouvernement qui doit tenir compte de la réalité de l'exercice du pouvoir, constitue l'éternel dilemme à résoudre pour les réformistes socialistes.

Les social-démocraties efficaces ont toujours joué sur la dualité temporelle, oscillant entre l'adoption de réformes au jour le jour et l'ambition d'une transformation profonde à long terme. Aujourd'hui, ce schéma ne fonctionne plus car les principaux combats sociaux ont conduit à des acquis qu'il s'agit de maintenir.

Enfin, la spécificité de la gauche française, et plus généralement des partis politiques français, réside également dans le rapport problématique aux enjeux internationaux. Ainsi, dans le discours du Premier ministre Dominique de Villepin, l'adaptation de la France à la compétition internationale passe par la mobilisation de l'ensemble des moyens à la disposition de la force publique nationale. L'Europe n'est pratiquement pas abordée, sinon pour servir de bouc émissaire commode. D'une certaine manière, la gauche française n'a pas développé une rhétorique

HENRI WEBER. La difficulté principale de l'extrême-gauche en France tient au fait qu'elle n'a plus d'alternative crédible à opposer à l'économie de marché. Du marxisme, ce courant a gardé la critique radicale du capitalisme, mais elle ne croit plus aux solutions que les marxistes préconisaient pour le remplacer. Cette force politique n'est plus porteuse d'un au-delà de l'ordre existant.

Le problème de la gauche réformatrice est fondamentalement différent. Il s'agit pour elle de répondre à la question: «Comment maîtriser et humaniser un capitalisme mondialisé et dominé par la finance?»

Au cours du XX^e siècle, les réformistes avaient appris à maîtriser et à tempérer un capitalisme national et industriel. Ce fut la «révolution social-démocrate», née dans les années 30, dans les pays scandinaves, puis généralisée à l'ensemble de l'Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale. Les évolutions récentes du capitalisme et de nos sociétés ont mis en crise ce modèle. La mondialisation de l'économie, la révolution technologique permanente, le vieillissement de la population ou encore la bureaucratisation de l'Etat Providence sont autant de facteurs qui ont contribué à la remise en cause du compromis social-démocrate. Tous les partis socialistes sont à la recherche, depuis dix ans, de nouvelles voies adaptées aux nouvelles conditions historiques, mais leurs réponses diffèrent.

Il y a la réponse social-libérale de Tony Blair. Les travaillistes du New Labour considèrent que, dans la période actuelle de mondialisation et de révolution technologique accélérée, la réussite du redéploiement de l'économie vers les secteurs technologiques de pointe et les services à haute valeur ajoutée dépend principalement de l'initiative des chefs d'entreprise et des forces du marché.

Ils sont donc pour libérer au maximum cette initiative en réduisant les charges et les contraintes qui pèsent sur les entrepreneurs. Ils partagent le postulat de base du libéralisme économique: les ●●●



«J'espère que la gauche aura le courage de dire un jour que la Turquie peut devenir "le Viagra de l'Europe".»

KALYPSO NICOLAÏDIS



«La gauche française se retrouve prisonnière d'une radicalité impuissante.»

PAUL MAGNETTE

ainsi lieu, non pas à une opposition classique droite-gauche, mais à une confrontation gauche-gauche. Cette situation tient à un déficit très profond de réflexion d'une frange radicale de la gauche au niveau théorique et à son refus d'une véritable confrontation analytique, théorique et programmatique avec les autres forces politiques.

Je souscris à l'analyse de Henri Weber concernant l'absence de perspectives proposées par la gauche mouvementiste. Je regrette toutefois que cette même gauche radicale qui n'a aucune alternative crédible à offrir ait une influence aussi disproportionnée sur l'ensemble de la gauche.

Le décrochage élus-citoyens

MARIETTE SINEAU. L'étroitesse de la base de recrutement de la gauche, le fait que les militants forment une sorte d'oligarchie partisane, sont aussi la marque de la spécificité française. Ainsi s'est progressivement forgé un profond malentendu entre la gauche et son électorat «naturel». La faiblesse du nombre d'adhérents au PS comme au PCF illustre ce constat. Ces deux partis comptent environ 130 000 membres encartés chacun, alors que le SPD allemand réunit près de 900 000 militants. Les sociaux-démocrates scandinaves ou anglais ont aussi des effectifs qui en font des partis de masse.

En outre, la composition sociologique des partis de gauche français, tant à l'échelle des adhérents qu'au sommet de la hiérarchie, est très élitiste, marquée par une surreprésentation des classes privilégiées et diplômées. Une enquête réalisée au Cevipof (Centre d'études de la vie politique française) auprès des députés élus en 2002, montre que le recrutement social des parlementaires est, lui aussi, étroit et qu'il diffère assez peu entre gauche et droite. Ainsi, 80 % des députés élus en 2002 détiennent un diplôme de l'enseignement supérieur (15 % sont titulaires d'un doctorat, 17 % sont passés par une grande école), alors que 70 % de la population française n'a pas le niveau bac.

Ces chiffres reflètent le décalage entre représentants et représentés. Les partis de

gauche, dont on attend qu'ils organisent démocratiquement la formation et la sélection du personnel politique, et qui étaient jadis une école de promotion sociale, ne jouent plus leur rôle. Or, la démocratie est basée sur un échange entre la société et les élites politiques. Lorsque celui-ci disparaît, les partis sont incapables de prendre la mesure des problèmes sociaux et des aspirations au changement. Selon un récent sondage CSA/Le Parisien, plus de 75 % des Français ne font pas confiance aux hommes politiques, ce qui illustre l'ampleur préoccupante de cette coupure entre les élites et le peuple.

La politique suivie lorsque la gauche était au pouvoir visait davantage à adapter la société au capitalisme qu'à amortir les effets de la crise de restructuration auprès des populations les plus vulnérables. La gauche de gouvernement a souvent agi en contradiction avec son programme (déregulation de l'économie, flexibilisation de l'emploi, privatisation...), sans l'assumer ouvertement. Elle n'a pas non plus entrepris un travail de pédagogie sur les enjeux européens. Les électeurs issus des classes populaires ont perdu confiance dans l'action de la gauche : rappelons qu'au premier tour de la présidentielle de 2002, seuls 13 % des ouvriers et 12 % des employés ont voté pour Lionel Jospin, que 6 % des premiers et 2 % des seconds ont voté pour Robert Hue (lire Henri Rey, *La gauche et les classes populaires*, 2004). Concernant l'Europe, un récent sondage TNS-Sofres pour Arte montre qu'une majorité de Français a le sentiment de vivre moins bien depuis que la France appartient à l'Union européenne.

ALAIN BERGOUNIOUX. Je souhaite répondre à l'intervention de Joël Roman concernant la difficulté pour la gauche française d'assumer la logique de la social-démocratie. Contrairement à Henri Weber, je ne pense pas que l'on puisse distinguer les réponses apportées par les partis de gauche pour faire face à la mondialisation en trois grandes catégories. L'opposition entre les partis scandinaves et le New Labour de Tony Blair ne me semble pas tout à fait pertinente. En réalité, la social-démocratie scandinave a la même at-

titude par rapport au marché que les travaillistes anglais, il doit favoriser le plus possible la création de richesses. Mais, à la différence de la Grande-Bretagne, les pays du Nord pratiquent une forte redistribution et maintiennent de hauts niveaux de rémunération et de protection sociale grâce à un rapport de force patronat-syndicat en faveur des salariés.

Il n'existe en Europe que deux possibilités d'adaptation pour sortir des difficultés liées à la mondialisation libérale. Soit nous considérons, à l'instar des libéraux, que les protections sociales et les niveaux de salaires sont trop élevés pour faire face à la compétition internationale. Soit nous estimons que les protections inhérentes au modèle européen sont un élément de compétitivité et nous mettons en place une série de compromis institutionnels par la coopération politique et sociale pour les maintenir.

Cette dernière solution est peut-être plus difficile à envisager en France, à cause de la permanence de radicalité et de la crise du syndicalisme. La gauche française n'est pas prête à envisager les problèmes sous cet angle puisqu'elle demeure nostalgique d'une tradition étatique.

Ce sujet est également lié à la question abordée par Mariette Sineau concernant la représentativité démocratique en France. Le décrochage entre les partis de gauche et une partie de l'électorat populaire remonte aux années 80, lors du changement de cap de la gauche de gouvernement vers une politique de rigueur, dont les raisons n'ont jamais été précisément explicitées devant l'opinion. L'Europe, à mon sens, a été victime de ce manque de clarté par contrecoup.

Toutefois, même si les partis de gauche doivent mieux refléter la diversité de la société, il ne faut pas abandonner ce sujet sous un angle purement sociologique. Ainsi, pendant les années 80, les états-majors du Parti communiste étaient encore composés d'ouvriers ou d'anciens ouvriers. Toutefois, cela n'a pas empêché cette formation politique de perdre une partie de l'électorat populaire.

Le décrochage des partis de gauche vis-à-vis de leur base ne réside pas tant dans le manque d'adéquation de leur recrutement par rapport à la réalité sociale de la population française (même si des efforts importants doivent être déployés dans ce domaine) que dans le manque de clarté de leurs engagements. L'autre raison ●●●

●●● marchés sont toujours plus intelligents que les politiques, les chefs d'entreprises toujours plus efficaces que les fonctionnaires et les syndicalistes.

Il y a la réponse néo-social-démocrate des Scandinaves, qui s'efforcent d'adapter leur modèle traditionnel à la nouvelle donne en le rénovant profondément, mais en maintenant les principales caractéristiques : haut niveau de prélèvement et de redistribution sociale, plein emploi, salaires élevés, protection sociale de qualité, vivacité de la démocratie sociale...

En France, la réponse des socialistes a été résumée par Lionel Jospin dans la formule : «*Oui à l'économie de marché, non à la société de marché.*» Elle fait la part belle à l'action de l'Etat et au non-marchand. L'économie mixte qu'elle préconise articule trois secteurs : un secteur marchand concurrentiel privé, des services publics puissants et un tiers secteur d'économie sociale qu'il convient de conforter. L'articulation de ces trois secteurs peut donner des éléments de réponses correspondant à nos traditions et à nos projets.

JOËL ROMAN. Les intervenants précédents ont constaté que la gauche européenne était confrontée à la nécessité d'adapter le modèle social-démocrate pour faire face à la mondialisation. Cette question se pose également en France. Mais il ne faut quand même pas oublier que notre pays n'a jamais été social-démocrate. On semble redécouvrir aujourd'hui les vertus de la social-démocratie, or ce modèle a été longtemps rejeté par une grande partie de la gauche, de la même façon que certains dénoncent le social-libéralisme aujourd'hui.

La gauche française a toujours préféré les constructions idéologiques, même délimitantes, sans jamais se donner les moyens d'agir concrètement et en minorant systématiquement les tentatives des courants réformistes qui veulent faire face à cette réalité.

Le programme de la gauche française a toujours été sous hégémonie de la gauche radicale prônant la rupture avec le capitalisme. Les quelques éléments de réforme contenus dans les propositions de la gauche n'ont jamais été réellement assumés, sauf par des courants minoritaires comme en son temps la deuxième gauche. La plupart des grands débats de société qui animent la vie politique française (référendum européen, loi sur le voile, réforme du système des retraites...) donnent

«De nouveaux droits individuels doivent être portés par la gauche à travers des dispositifs ciblés.»

JOËL ROMAN



«La gauche doit mener un grand travail de pédagogie pour expliquer le partage des responsabilités entre l'Europe et l'Etat-nation.»

MARIETTE SINEAU



●●● au cœur de cette crise de confiance est liée au manque d'efficacité, dans la durée, des politiques entreprises.

JEAN-JACQUES BECKER. Mariette Sineau a oublié de citer le pourcentage des couches populaires qui votent désormais pour le Front national. C'est pourtant un élément très important dans cette analyse. La persistance d'une extrême-droite à un niveau élevé dans notre pays n'est pas simplement la résultante de l'inaction supposée de la gauche.

MARIETTE SINEAU. Je pense que l'ampleur du vote Front national donne précisément la mesure des carences de la gauche en direction de l'électorat populaire, et du sentiment d'abandon qui en a résulté...

JEAN-JACQUES BECKER. Cette explication me semble un peu expéditive. Nous sommes en face d'un problème bien plus compliqué. Concernant le recrutement des élites, il me paraît logique que les responsables politiques, tout comme les chefs d'entreprises, aient fait des études supérieures.

Certains abordent le sujet de la mondialisation sous l'angle d'une idéologie qu'il faudrait combattre. Or, la mondialisation est un fait, elle est la conséquence directe de l'amélioration technologique des moyens de transport.

Avant 1914, le monde se résumait à l'Europe, éventuellement à ses empires coloniaux et dans une moindre mesure, aux Etats-Unis. Aujourd'hui, notre horizon s'est élargi au monde entier et je ne suis pas sûr que les Français aient conscience de l'importance de ce changement d'échelle.

Sur le problème de la radicalité, je tiens à rappeler qu'il y a toujours eu dans notre pays un courant révolutionnaire important, et ce, même quand l'époque ne se prêtait guère aux révolutions. Toutefois, même si peu de personnes croient à la réalité d'une révolution effective et concrète dans les années à venir, le mythe perdure aujourd'hui encore et constitue un élément essentiel dans la vie politique

française.

L'opposition entre la gauche réformatrice et la gauche qui se veut révolutionnaire, au moins dans la rhétorique, constitue l'un des grands problèmes de la gauche française.

GILBERT WASSERMAN. La gauche doit-elle considérer la désaffection des classes populaires par rapport à la politique comme un fait établi, contre lequel on ne peut rien, ou mettre en œuvre les moyens nécessaires pour réintégrer cette partie de la population dans le champ politique? Cette question me paraît fondamentale. Certains estiment que l'alternance se joue au centre et au sein des couches moyennes. En fait ils se désintéressent de l'électorat populaire.

Le clivage gauche révolutionnaire/gauche réformatrice n'a pas de sens aujourd'hui en France. Si nous assistons à une poussée de recherche de radicalité sur un certain nombre de terrains, il n'existe pas de force politique constituée et influente qui propose concrètement une rupture révolutionnaire pour la société française. Je ne crois pas du tout à une résurgence, comme tels, des courants communistes ou trotskistes dans les années à venir. Les nouvelles formes de radicalité qui émergent actuellement n'ont absolument rien en commun avec la théorisation de la révolution telle qu'elle pouvait exister il y a quelques années.

L'étude de la réalité des débats qui existent au sein du mouvement altermondialiste est très intéressante. Henri Weber n'a pas tout à fait tort lorsqu'il dit que la gauche mouvementiste, radicale ou anticapitaliste, ne propose pas aujourd'hui d'alternative de gouvernement. Toutefois, les thèmes qu'elle porte et les forces qu'elle véhicule sont des éléments indispensables pour la construction de cette alternative. Le courant altermondialiste ne constitue pas une relève politique, il n'est d'ailleurs pas fondamentalement tourné vers les institutions et vers l'Etat. Néanmoins, l'altermondialis-

me dispose d'une capacité à porter dans le débat public des questions extrêmement importantes.

A la différence de l'histoire du mouvement ouvrier, le mouvement altermondialiste dispose d'une large capacité d'intégration, d'agrégation de courants et de thématiques différents et d'inclusion des différentes couches de la population. Evidemment, cela peut constituer un handicap s'il s'agit de construire immédiatement une alternative politique crédible. Il existe cependant un véritable débat à l'intérieur de ce mouvement concernant ses évolutions futures. Certains souhaitent s'orienter vers la sphère politique et les institutions, d'autres veulent au contraire rester dans une galaxie centrée sur les mouvements sociaux. Nous ne pouvons pas encore savoir quelles perspectives ouvriront ces réflexions, mais la gauche de gouvernement a tout à gagner à se nourrir des éléments portés par la mouvance altermondialiste pour avancer sur un certain nombre de sujets.

Le New Labour est-il un laboratoire?

KALYPSO NICOLAIDIS. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître la force sociologique et politique du clivage gauche réformatrice/gauche radicale en France. Mais nous divergeons sur le point de savoir si la radicalité du discours radical est crédible. Revenons au Labour anglais, utilisé comme repoussoir par la gauche qui se dit radicale. Il me semble que le Royaume-Uni constitue un laboratoire important de l'expérimentation à gauche en Europe, même si, comme toute expérience, des erreurs sont commises, les hypothèses évoluent et les résultats ne sont pas forcément exportables dans d'autres pays. C'est un fait pourtant qu'il existe une véritable passion réformatrice chez les responsables du New Labour et que leur différence peut au moins aider la gauche française à réfléchir au-delà de la dichotomie simpliste réformatrice/radicalité.

Les travaillistes anglais estiment d'abord que la réforme de l'Etat-Providence doit être ciblée sur les groupes les plus vulnérables, que la politique de l'emploi doit cibler l'individu. Ainsi, le gouvernement de Tony Blair a obtenu des résultats significatifs sur la pauvreté des enfants et évidemment, sur le chômage, tout en réussissant à arrêter la croissance des inégalités de revenu dans son pays. Pour une bonne part de la gauche française, conformément à la conception rousseauiste, l'Etat doit s'adresser de la même façon à la population entière. Dans le même sens, la gauche française radicale tend

à séparer les thèmes économiques et sociaux, contrairement aux travaillistes. N'y a-t-il pas de juste milieu?

Au niveau idéologique, la frustration française de ne plus pouvoir se situer dans un rejet global du capitalisme fait qu'une partie de la gauche s'est déportée vers une critique du libéralisme qui englobe à tort libre-échange et ultra-libéralisme et ignore les racines communes du socialisme et du libéralisme dans la préoccupation première qui est de redonner du pouvoir à l'individu. En Angleterre, les travaillistes se concentrent avant tout sur la question de l'émancipation de l'individu sans avoir de dogmes préconçus concernant les moyens à mettre en œuvre (Etat, marché...). Par exemple, la gauche anglaise aide les citoyens à prendre des risques et à en retirer éventuellement les bénéfices, alors qu'en France, l'aide de l'Etat se situe seulement dans une logique de protection et non d'incitation. Dans cette perspective, le grand chantier de la gauche aujourd'hui est de repenser sa préoccupation première, la poursuite de l'égalité et du partage, dans un monde où la connaissance est devenue la ressource de base. Là aussi, les travaillistes ont une tête d'avance - même s'il faut l'avouer, ils se débattent aussi dans les pesanteurs de leurs héritages en matière d'éducation.

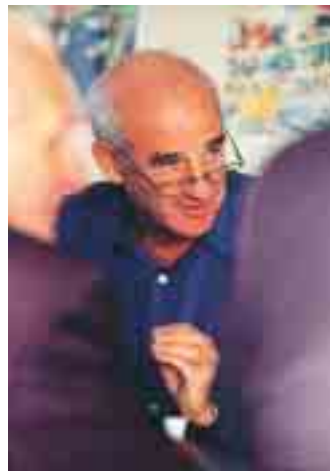
Enfin, concernant la politique internationale, on peut noter que toutes les gauches européennes ont été traditionnellement enclines à se conformer au consensus de leurs élites nationales, que ce soit le pacifisme allemand, la gestion du Commonwealth en Angleterre, ou l'antiaméricanisme français après la décolonisation. Je pense que, là aussi, la gauche française gagnerait à se démarquer de ce tropisme européen et donc de sa droite nationale.

PAUL MAGNETTE. Le New Labour est en effet le parti polaire dans le débat sur l'avenir de la gauche en Europe. C'est à partir de son positionnement que les autres partis européens se déterminent, soit positivement, soit négativement. Dans la longue durée, la gauche a connu trois grands moments: au début du siècle, le rapport au parlementarisme, après 1945, le rapport au capitalisme national dans le cadre d'un système Keynésien, et aujourd'hui, le rapport à un capitalisme mondialisé. Tony Blair est le seul dans la gauche européenne à aborder ce défi de façon explicite et claire.

Toutefois, à l'inverse d'Alain Bergounioux, je pense que la différence ●●●

«La "sécurité sociale du travail" sera la grande conquête sociale des prochaines décennies en France et en Europe.»

HENRI WEBER



entre le travaillisme et la voie social-démocrate est au moins aussi importante que les éléments de convergence. Il y a trois aspects qui distinguent fondamentalement la troisième voie du New Labour de l'approche social-démocrate. Tout d'abord, la protection sociale constitue pour les travaillistes anglais un simple filet de sauvetage conformément à la doctrine libérale, or tel n'est pas le cas dans les pays scandinaves ou en Allemagne par exemple, où elle a aussi une fonction de redistribution. Ensuite, en matière de services publics, le gouvernement anglais n'a aucune préférence concernant les moyens utilisés (secteur public, secteur privé). À l'inverse, pour les Allemands ou pour les Français, le secteur public reste un levier fondamental pour l'action publique. Enfin, la social-démocratie repose sur des partis de masse et des syndicats puissants comme instruments de régulation, ce qui n'est pas le cas de l'Angleterre de Tony Blair. Le parti travailliste a longtemps été le parti le plus ouvrier d'Europe, mais en se tournant vers les classes moyennes et en cédant à une certaine personnalisation du pouvoir, Tony Blair s'est éloigné de cette tradition.

La gauche française sait ce qu'elle rejette : le modèle de la troisième voie. Mais vu l'exigüité de sa base sociale, elle n'a pas forcément les moyens de se tourner vers la social-démocratie. À cela s'ajoute une difficulté supplémentaire : dans le paysage politique français, la gauche n'a pas le monopole de la défense des services publics, puisque ce thème est également très important pour une frange de la droite de gouvernement. De plus, elle ne dispose pas d'un parti de masse au recrutement suffisamment étendu pour constituer un relais politique efficace et préparer ses actions futures. La gauche française se re-



trouvé que c'était fait après les grandes victoires électorales de 2004. Le triomphe du non au référendum du 29 mai a montré qu'il n'en était rien. Au début des années 1990, le lien entre le PS et son électoral naturel s'est distendu, depuis il n'est toujours pas solidement rétabli. Lorsque les électeurs envoient des signaux répétés et aussi forts que ceux que nous avons connus ces dernières années, tant dans les urnes que dans la rue, le rôle des hommes politiques est d'écouter et de répondre. Ce que s'efforcent de faire Laurent Fabius et bien d'autres au sein de notre formation, c'est de définir une orientation qui permette de regagner la confiance des couches populaires sans s'aliéner celle des classes moyennes salariées. Contrairement à Kalypso Nicolaïdis, je ne pense pas que le New Labour constitue le seul laboratoire de la gauche réformiste

«Sur le plan européen, une réelle politique de gauche suppose que l'Union mène une véritable politique industrielle.»

PAUL MAGNETTE

trouve donc prisonnière d'une radicalité impuissante. Pour l'anecdote, il a beaucoup été question du positionnement de Laurent Fabius dans les partis de gauche européens lors de la campagne autour du référendum. Beaucoup d'observateurs étrangers ont été très surpris de voir que l'ancien Premier Ministre incarnait en France cette nouvelle radicalité, alors que rien dans son parcours personnel et politique ne semblait l'y prédisposer.

La reconquête des classes populaires

HENRI WEBER. Le Parti socialiste français doit reconquérir la confiance et l'adhésion des classes populaires. Certains ont

trouvé que c'était fait après les grandes victoires électorales de 2004. Le triomphe du non au référendum du 29 mai a montré qu'il n'en était rien. Au début des années 1990, le lien entre le PS et son électoral naturel s'est distendu, depuis il n'est toujours pas solidement rétabli. Lorsque les électeurs envoient des signaux répétés et aussi forts que ceux que nous avons connus ces dernières années, tant dans les urnes que dans la rue, le rôle des hommes politiques est d'écouter et de répondre. Ce que s'efforcent de faire Laurent Fabius et bien d'autres au sein de notre formation, c'est de définir une orientation qui permette de regagner la confiance des couches populaires sans s'aliéner celle des classes moyennes salariées. Contrairement à Kalypso Nicolaïdis, je ne pense pas que le New Labour constitue le seul laboratoire de la gauche réformiste

«Pour qu'un gouvernement de gauche puisse répondre aux attentes de la société française, il a besoin de ressources conséquentes.»

ALAIN BERGOUNIOUX

ché est incompatible avec l'émancipation des travailleurs.

Si un consensus existe autour de cet objectif au sein de la famille politique socialiste, les réponses diffèrent concernant les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. S'agissant de la Troisième voie que préconise Tony Blair, par exemple, nous rejetons sa conception de la flexibilité, qui aboutirait à une précarité généralisée des salariés. Nous sommes également contre la privatisation des services publics, qui ne peuvent fonctionner selon une logique de rentabilité marchande. Nous considérons qu'il ne faut pas opposer les politiques actives de l'emploi et les politiques d'assistance aux chômeurs : les deux sont nécessaires. Nous sommes contre une conception minimaliste de l'Etat-Providence, dont l'action ne s'adresserait qu'aux laissés pour compte, ce qui remet en cause le principe du service public universel auquel nous sommes très attachés.

Dans le cadre de la rénovation de la social-démocratie, nos réponses sont donc différentes de celles apportées par le Labour. Cette différence d'approche s'explique par des raisons historiques. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que Tony Blair est arrivé au pouvoir après dix-huit ans de thatchérisme, ce qui constitue une grande différence avec l'Europe continentale. De nombreux thuriféraires de la Troisième voie, notamment à droite, n'aspirent en réalité qu'au retour du néolibéralisme de la Dame de fer. De plus, la Grande-Bretagne conçoit son insertion dans le cadre de la nouvelle division internationale du travail sur un mode très particulier et qui n'est pas généralisable aux autres pays. Cet Etat a, en effet, très tôt renoncé à une politique industrielle pour se déployer dans les services. Le Royaume-Uni dispose d'un lien privilégié avec les pays du Commonwealth et les Etats-Unis. Enfin, disons-le quand même, les Anglais sont les «passagers clandestins» de l'Europe, dans la mesure où ils profitent de tous les avantages de l'Union sans pour autant acquitter la totalité de leur contribution. Le modèle britannique n'est donc pas adapté à la réalité que connaissent la plupart des pays d'Europe continentale.

JOËL ROMAN. J'espère que nous n'aurons pas besoin de dix-huit années de présidence Sarkozy avant de réfléchir sereinement aux perspectives d'avenir pour la gauche en France. Nous ne sommes pas obligés de suivre le même chemin de croix que nos amis britanniques.

Je formulerai quelques remarques par rapport aux interventions précédentes. Concernant les rapports de la gauche réformiste avec sa base, j'ai l'impression que

le terme «classe populaire» constitue dans notre pays un mot magique devant lequel nous devrions tous nous agenouiller.

En France, je ne crois pas qu'on puisse faire référence à la classe populaire de la même façon qu'on parlait de la classe ouvrière d'antan. Il existe une multitude de couches populaires très fragmentées, traversées par une série de clivages qui les opposent et qui ne sont pas simplement liées au niveau de revenus, mais également à la localisation géographique, à la classe d'âge, au niveau d'études, voire à la religion ou à l'origine ethnique... Le rôle du politique n'est certainement pas de retraduire un certain nombre de clivages sociologiques dans le champ politique, même si la gauche a vocation par essence à être du côté des plus démunis et des plus défavorisés.

De la même façon, je rejette un certain suivisme du Parti socialiste envers les préoccupations identifiées par les sondages comme étant celles des classes populaires. Ce raisonnement a été appliqué sur les questions de la sécurité et a conduit à déporter la gauche réformiste vers des positions droitières sur ces enjeux (réduction des libertés individuelles, obsession sécuritaire...). Plutôt que ces réverences obligées vers ce qu'il est convenu d'appeler les classes populaires, le PS gagnerait à faire réellement de la politique, en constituant un projet cohérent à vocation sociale.

Gilbert Wasserman nous a dressé un tableau très idyllique de la gauche mouvementiste. Selon son analyse, la gauche réformiste gagnerait à puiser des idées dans ce courant pour coller à la réalité du mouvement social. Toutefois, nous ne pouvons pas être uniquement à côté de l'apologie du mouvement. La réalité des discours portés par la mouvance altermondialiste se focalise, d'une part sur une thématique social-étatique et néorépublicaine et d'autre part sur un discours révolutionnaire qui ne prône certes pas la révolution ici et maintenant, mais qui prend systématiquement pour cible la gauche réformiste.

Contrairement à ce que dit Henri Weber, je ne pense pas que la gauche française ait totalement rompu avec cet héritage. Certes, le Parti socialiste reconnaît désormais du bout des lèvres l'économie de marché. Fondamentalement, la gauche n'a pas assumé la tradition antitotalitaire dénonçant l'emprise de l'Etat sur la société. Ce mouvement a été porté par une partie de la gauche à divers moments (soutien des dissidents au régime soviétique, émergence de Solidarnosc en Pologne...). Toutefois, la gauche française n'en a

●●● jamais tiré les leçons politiques qui s'imposent.

MARIETTE SINEAU. Je souhaite revenir sur la notion de classes populaires. Elles correspondent aux catégories Insee employés et ouvriers, ce qui représente 57 % de la population active. Même si ces couches peuvent être très fragmentées, il me semble difficile de faire l'impasse sur elles, ne serait-ce que d'un point de vue de pure stratégie électorale.

Quant à la représentativité du personnel politique, je n'ai pas dit que la société politique devait être une photographie exacte de la population. Toutefois, force est de constater qu'elle en donne, aujourd'hui, une image caricaturale : seuls 1,5 % des députés sont issus des catégories employés/ouvriers, quand ces dernières constituent près de 60 % de la population active.

Ce décalage sociologique ne contribue certainement pas à enrichir le débat. Sur

maintiens que les partis socialistes scandinaves et anglais entretiennent la même relation au marché, basée sur la notion d'efficacité. En France, la gauche reconnaît l'existence de l'économie de marché, mais ne va pas beaucoup plus loin. Or, nous avons besoin de créer des richesses, qui constituent un préalable au progrès social.

Si ce point est commun aux pays d'Europe du nord et à l'Angleterre de Tony Blair, de nombreux éléments différencient l'action menée par leurs gouvernements respectifs, que ce soit au niveau des rapports de force sociaux, du rapport à la protection sociale ou du rôle des syndicats.

En France, nous ne posons pas clairement la question de l'efficacité du marché et de ses rapports avec la création de richesses. Si nous ne tranchons pas ce point, nous ne pourrions pas proposer de solutions pertinentes. En effet, pour qu'un Gouvernement de gauche puisse

européenne pour les quelques années à venir. Les socialistes français partagent les mêmes souhaits concernant les évolutions de l'Union européenne, que ce soit la nécessité de construire une Europe sociale et politique, de créer un gouvernement économique ou encore d'assigner des objectifs de plein-emploi à la Banque centrale européenne. Toutefois, il ne faut pas se cacher que les moyens pour y parvenir seront difficiles à mettre en œuvre dans le contexte européen, compte tenu du rapport de force gauche-droite existant dans les différents pays de l'Union. Il va falloir aborder concrètement ces enjeux.

Au niveau national, la gauche française se heurte à quatre problèmes fondamentaux. Nous devons accroître la représentativité de la démocratie par une reconnaissance de la diversité et de la parité. Néanmoins, je tiens à préciser à Mariette Sineau que la direction du Parti socialiste arrive à imposer la parité dans le cadre d'un scrutin proportionnel.

MARIETTE SINEAU. Certes, mais qu'à fait la gauche pour rétablir une dose de proportionnelle dans le scrutin majoritaire ?

ALAIN BERGOUNIOUX. Cette mesure figure dans notre programme. Nous devons gagner les élections pour la mettre en œuvre.

MARIETTE SINEAU. Cette proposition figure dans votre programme depuis un moment, nous en attendons toujours l'application.

ALAIN BERGOUNIOUX. A côté de ce problème lié à la représentativité de notre démocratie, il convient également de revoir les termes du compromis social. Dans le contexte actuel, nous devons entreprendre une politique économique réactive et souple, capable de rétablir l'équilibre entre capital et travail, mais également entre l'efficacité et la solidarité. Pour donner corps à cette idée, nous réfléchissons actuellement à la possibilité d'instaurer une sécurité sociale des travailleurs afin de faire face aux mutations de l'emploi. Le Parti socialiste entend également attaquer à certaines inégalités de façon préventive, que ce soit dans le domaine de l'éducation ou du logement.

La gauche française doit également traiter la thématique de l'insécurité dans toutes ses dimensions (insécurité des biens et des personnes, insécurité sociale...). La société française est, en effet, l'une des plus inquiètes d'Europe. Il faut que les responsables politiques puissent répondre à cette demande de protection émanant de la population sans pour autant se situer en contradiction avec le pro-

grès social et les aspirations des individus à l'autonomie.

Enfin, il convient également de mener une réflexion profonde sur l'identité nationale. Dans la crise européenne que nous traversons, nous devons penser l'articulation entre l'Etat, les délégations de souveraineté et notre rapport au monde dans une conception ouverte et non xénophobe de la nation.

JEAN-JACQUES BECKER. Je ne me prononcerai pas sur les futures évolutions de la gauche. Les historiens analysent avec pertinence les faits passés, mais les spéculations prospectives sur l'avenir ne constituent pas leur domaine de prédilection.

Je reviendrai sur la question du rapport entre l'enseignement supérieur et les couches populaires. Je ferai remarquer que la Secrétaire nationale du PCF, Marie-Georges Buffet, est titulaire d'un diplôme universitaire. Dans le passé, tel n'était pas le cas pour les grands dirigeants du Parti communiste, à l'instar de Maurice Thorez.

MARIETTE SINEAU. Gerhard Schröder est issu du peuple.

JEAN-JACQUES BECKER. Tout le monde peut se revendiquer du peuple, les classes ouvrières n'en ont pas le monopole. Je pense que la situation a évolué dans ce pays. Les générations actuelles font beaucoup plus d'études que leurs aînés, et ce, quel que soit leur milieu d'origine. Les 57 % d'ouvriers et employés ne constituent pas un ensemble homogène. Cette statistique regroupe des réalités différentes et contrastées.

Concernant l'Europe, un intervenant a rappelé que les Français la percevaient comme une source de paupérisation. Or, dans les faits, c'est exactement le contraire. Si nous ne disposions pas de cet outil de régulation économique et politique, je ne sais pas où en serait la France aujourd'hui. Les responsables politiques doivent avoir le courage de le dire et ne pas se laisser imposer des contre-vérités qui mènent au populisme.

GILBERT WASSERMAN. Henri Weber a mentionné la formule de Jospin ●●●

«La composition sociologique des partis de gauche français est très élitiste, marquée par une surreprésentation des classes privilégiées et diplômées.»

MARIETTE SINEAU

un certain nombre de thèmes, la gauche française a laissé voir une conception très frileuse de la citoyenneté (droit de vote des étrangers non communautaires résidant en France, parité effective...). Aujourd'hui, notre pays se situe au 80^e rang mondial pour la proportion de femmes députées et ce, après la loi dite de parité. Pis, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale est le seul qui comporte moins de femmes qu'avant le vote de la loi. Je pourrais énumérer une liste de sujets sur lesquels la France est indéniablement en retard par rapport aux autres pays européens.

Pour Henri Weber, la social-démocratie utilise les forces du marché en faveur du progrès social. Je suis en accord avec cette conception, mais, là encore, la gauche française peut mieux faire. Les politiques publiques menées par la gauche de gouvernement, que ce soit au niveau de l'école ou du service public de la petite enfance, n'ont pas montré des résultats à la hauteur des promesses. De fait, sur un certain nombre de thèmes, la gauche n'est plus crédible, car elle a contribué à instituer une citoyenneté à plusieurs vitesses à tous les niveaux (logement, école, précarisation du travail...).

Le rapport à l'économie de marché

ALAIN BERGOUNIOUX. Je voudrais revenir à la question concernant le rapport à l'économie des gauches européennes. Je

répondre aux attentes de la société française, il a besoin de ressources conséquentes. L'action des pouvoirs publics et le levier de la fiscalité sont insuffisants pour résoudre les problèmes de notre pays. Nous détruirons la confiance des classes populaires si nous entretenons ces illusions.

Les catégories populaires, même si elles se sentent mal représentées par leurs élites, demandent avant tout que leurs gouvernants apportent une solution à leurs problèmes quotidiens. Or, la gauche française pourra élaborer tous les discours qu'elle veut, si elle n'a pas les moyens nécessaires pour financer ses propositions, la désaffection des citoyens à l'égard du politique risque de s'accroître, ce qui peut à terme déboucher sur une crise de confiance grave.

Nous traversons actuellement une crise européenne extrêmement profonde. Le plan B que promettaient certains n'a abouti qu'à la destruction d'une perspec-

«Les débats, sur la fiscalité notamment, montrent que les classes moyennes supérieures sont devenues le principal référent de la vie politique française.»

GILBERT WASSERMAN



«Les travaillistes anglais estiment d'abord que la réforme de l'Etat Providence doit être ciblée sur les groupes les plus vulnérables, que la politique de l'emploi doit cibler l'individu.»

KALYPSO NICOLAÏDIS

●●● établissant une différence entre une économie de marché et une société de marché. Toutefois, si nous laissons fonctionner l'économie de marché sans régulation forte, nous nous dirigeons inévitablement vers une société de marché. Je plaide pour le concept «d'économie plurielle», où il conviendrait de distinguer l'économie de marché, l'économie des services publics et l'économie sociale et solidaire, qui doit être développée. Si nous nous situons dans ce type de relation, nous nous donnons les instruments pour lutter contre une dérive néolibérale.

Je rappelle que le gouvernement Jospin comportait un ministre en charge du développement de ces questions. L'économie sociale et solidaire peut constituer un des secteurs possibles, même si non-dominant, pour gérer de façon différente l'économie.

Cela pose la question du type de compromis social sur lequel la gauche veut travailler. Le problème est que la destruction progressive de l'Etat social issu de la Libération entraîne une attitude essentiellement de résistance, alors qu'il faudrait remporter de nouvelles conquêtes collectives. C'est aux citoyens de réfléchir sur la construction d'un nouveau type de compromis social avec l'aide des partis politiques, des syndicats et associations, des mouvements sociaux. Sur cet enjeu, nous ne sommes pas dépourvus d'instruments de travail.

Le thème de la sécurité sociale professionnelle, popularisée par la CGT, constitue une réponse fondamentale, même s'il demande à être précisé. La sécurisation des parcours professionnels représente indéniablement un levier pour lutter contre la précarité et le chômage. Cette question ne peut être séparée du débat sur la gestion des temps et l'autonomie individuelle, c'est-à-dire, la possibilité pour chacun de gérer ses temps de vie en fonction de ses besoins en termes de formation, de culture ou de loisir.

A ces chantiers de grande ampleur, s'ajoute le débat sur la refonte des institutions. La société française doit s'efforcer de combler le fossé existant entre la population et les responsables politiques. Pour ma part, je considère que cet enjeu passe notamment par une réforme constitutionnelle profonde instituant un régime de type parlementaire, même si des aménagements doivent être trouvés pour en limiter les dérives possibles (instabilité, majorités de circonstance...). D'autres

mesures susceptibles de rapprocher le pouvoir des citoyens, comme une interdiction stricte du cumul des mandats, des règles plus rigoureuses pour promouvoir la parité ou encore une réforme du mode de scrutin, par l'introduction d'une dose de proportionnelle. Dans l'hypothèse où la gauche triompherait lors de la prochaine élection présidentielle, il me semble indispensable que le futur président s'engage à mettre en œuvre un référendum constitutionnel dès les premiers mois de son mandat.

Enfin, il faudra nous résoudre à traiter de façon volontariste la question des inégalités et des discriminations. La victoire du non lors du référendum sur la constitution européenne n'est pas tant liée à un repli national qu'à l'inquiétude des Français, qui ne perçoivent pas l'Europe comme le lieu possible de la protection sociale. Il est indispensable de poursuivre la construction politique européenne en en modifiant les contenus dans un sens plus social.

Le débat sur les discriminations positives est très compliqué à gauche puisque les différentes familles de pensée ne s'entendent pas sur les termes. Et que ce débat a été récupéré par Nicolas Sarkozy. Tout d'abord, la formule discrimination positive est une traduction biaisée du concept anglo-saxon d'*affirmative action* (action positive). En second lieu, comme disait Karl Marx : «Lorsqu'on traite de façon égale des individus inégaux, on aggrave les inégalités.»

Alain BERGOUNIOUX. Il me semble que cette citation est d'Aristote.

GILBERT WASSERMAN. Elle a été reprise par Marx, mais il me paraît difficilement envisageable de mener une politique efficace contre les discriminations sans passer par des mesures de discriminations positives. La gauche française ne peut se contenter de se réfugier de façon comode derrière le concept flou d'égalité républicaine pour affronter ces enjeux.

L'action dans le cadre d'une Europe élargie

KALYPSO NICOLAÏDIS. La gauche est à la recherche de nouveaux lieux de régulation politiques et de nouvelles marges de manœuvre. Dans ce cadre, l'Union européenne ne doit plus se penser comme un bouclier plus ou moins efficace contre une mondialisation qui s'imposerait à nous, mais plutôt comme une arme de choix pour prendre le meilleur de la globalisation en en limitant les effets négatifs.

Il ne s'agit plus pour la gauche française de se positionner sur le oui ou le non au traité constitutionnel, puisque ce point a été tranché, mais de s'engager dans ce que j'appellerai une voie paraconstitutionnelle, c'est-à-dire de créer les conditions pour construire une charte ou une constitution ancrée dans les réalités sociales transeuropéennes. Et de mettre constamment en regard les débats dans les années qui viennent sur les politiques de l'Union européenne au jour le jour et les grandes questions philosophiques sur la construction européenne. Sur la méthode politique elle-même, la gauche doit réapprendre à créer le débat entre la société civile et les responsables politiques. De nombreuses propositions ont été formulées pour restaurer et vivifier ce lien (utilisation des nouvelles technologies et de l'Internet pour favoriser le dialogue entre les citoyens et les institutions...). De façon plus générale, il s'agit d'envisager l'engagement politique à des échelles différentes. Si le niveau national continue à conserver une valeur centrale dans les démocraties européennes, certains mouvements (féminisme, écologie...) se comprennent dans une perspective transnationale. Face à cette nouvelle réalité, l'Europe doit se doter de véritables partis, qui ne se résument pas à une simple agrégation de partis nationaux s'inscrivant dans la même famille politique, mais qui développent de véritables plateformes programmatiques communes. Le Parti socialiste européen peut jouer un rôle moteur pour relever ce défi.

Quelles propositions communes pourraient être portées par l'ensemble des partis socialistes européens ? Certains, dans le cadre du prochain congrès du PS, ont évoqué l'idée d'un «réformisme radical» qui n'insisterait plus seulement sur la réparation des inégalités, mais également sur la prévention, un thème déjà abordé par Alain Bergounioux. J'ajouterais que la prévention ne peut souvent se concevoir qu'au niveau européen ou en tout cas par des leaders courageux. Pourquoi ? Car elle reste relativement difficile à mettre en œuvre au niveau politique, dans la mesure où ses succès peuvent passer inaperçus. Les partis réformistes européens ont beaucoup à nous apprendre sur ce thème. Ainsi, dans les pays scandinaves, les politiques de formation professionnelle s'adressent non seulement aux chômeurs souhaitant retrouver un em-

ploi, mais également aux salariés déjà en poste afin de diversifier leurs compétences et d'apprendre ainsi deux métiers. Mais c'est cher !

Le concept d'autonomie qui renvoie au thème de l'émancipation de l'individu, et au fondement même de la pensée socialiste, a également été évoqué par les autres intervenants. Contrairement à ce qu'a dit Henri Weber, le système anglais ne se contente pas d'organiser la précarité. Au contraire, le blairisme insiste sur l'émancipation et l'autonomie de l'individu grâce à l'accompagnement au travail par la mobilisation de l'Etat, mais aussi d'acteurs non étatiques. En ce sens, il se situe indéniablement dans l'héritage du socialisme européen.

Gilbert Wasserman a rappelé, à juste titre, que l'Europe était insuffisamment présente sur les problématiques de solidarité. Toutefois, l'affaire récente du plan social de Hewlett-Packard illustre les contradictions de certains gouvernements nationaux dans ce domaine. Ainsi, le président Chirac vivement critiqué la Commission européenne pour son inaction supposée dans la gestion de cette crise, alors que l'exécutif bruxellois avait proposé aux Etats membres la création d'un fonds structurel destiné à compenser les effets des délocalisations quelques mois auparavant. Cette mesure avait été refusée par plusieurs pays européens, dont la France. Il est regrettable que la gauche socialiste n'ait pas stigmatisé davantage le double discours du président de la République.

La gauche française doit également évoluer sur les thèmes de la tolérance et du leadership en Europe. En effet, dans ce domaine, elle reste prisonnière du consensus véhiculé par les élites nationales françaises. Dans cette conception, l'Europe ne se conçoit qu'à travers le prisme du couple franco-allemand prédominant ou d'un leadership incarné par quelques grands pays. La gauche française pourrait utilement rappeler aux citoyens de notre pays que la valeur qui fonde la construction européenne est pourtant l'anti-hégémonisme, sur les plans externe et interne. C'est un thème très cher à tous les socialistes européens des petits et moyens pays qui, aujourd'hui, se sentent parfois mal compris par leurs amis français.

Concernant la dimension internationale, n'est-il pas toujours vrai que le cosmopolitisme constitue l'horizon ultime de l'idéalisme de gauche ? Les jeunes générations en Europe se mobilisent avant tout pour des grandes causes liées à des idéaux de justice globale. Sur ces questions, la gauche apparaît très partagée. L'«alter-gauche» reste paradoxalement très ancrée dans des logiques locales. Cette mouvance n'arrive pas à comprendre vraiment l'intérêt qu'un petit entrepreneur vietnamien peut retirer de la mondialisation des échanges, ni à penser le rôle de l'Europe dans la «l'interventionnisme de libération» ou la «solidarité démocratique» dans le monde. Vastes sujets bien entendu ! Mais c'est ceux-là aussi qui remobiliseront. Enfin, je suis étonné que le sujet de l'élargissement de l'Europe, en particulier ●●●

«La gauche du XXI^e siècle sera altermondialiste, altereuropéiste, féministe et social-écologiste.»

HENRI WEBER

●●● vers la Turquie, ne soit pas plus passionnel pour la gauche française. Or, ce thème constitue une véritable cause progressiste, un idéal réellement kantien pour l'Europe, sans parler de l'enjeu sans précédent de lutte contre le vieillissement de nos populations. J'espère que la gauche aura le courage de dire un jour que la Turquie peut devenir le «viagra» de l'Europe, que son entrée dans l'UE ne mettra pas en danger mais au contraire renforcera la perspective d'Union politique, et fera de son accession un de ses chevaux de bataille dans la décennie à venir.

PAUL MAGNETTE. Que reste-t-il des spécificités de la gauche européenne la distinguant de la droite ou des autres gauches dans le monde ? Je pense que la clef est dans l'enjeu de la redistribution, qui est la carte génétique de la gauche sur le vieux continent. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si la tentative de Tony Blair et de Bill Clinton de fonder une sorte de nouvelle internationale de partis de gauche qui resteraient progressistes tout en mettant en veilleuse l'idée de redistribution n'a pas fonctionné. Si la gauche européenne peut se renouveler par certaines grandes causes (écologie, féminisme...), ces éléments ne constituent pas le cœur de son programme car elle n'en a pas le monopole.

En revanche, la redistribution, l'horizon de l'égalité et la mobilité sociale constituent le cœur de l'identité de la gauche européenne. Deux inflexions apparaissent toutefois nécessaires aujourd'hui. D'abord, la gauche européenne doit envisager la notion d'égalité dans toute sa complexité, et accepter par exemple les discriminations positives. Ensuite, elle doit être capable de mesurer les enjeux de reconnaissance qui s'expriment derrière les conflits de redistribution. Lorsqu'un ouvrier s'engage dans une action collective pour protester contre des licenciements économiques, il n'attend pas de sa mobilisation des gratifications uniquement matérielles, il souhaite également que la société reconnaisse l'atteinte à sa dignité que constitue la perte de son emploi. Dans le passé, la pauvreté de la classe ouvrière était compensée par le prestige politique dont elle jouissait. Aujourd'hui ce n'est plus vrai et, sur cet enjeu, la gauche peine à montrer sa capacité à entendre ce message.

Sur le plan européen, une réelle politique de gauche suppose que l'Union mène une véritable politique industrielle. Historiquement, la Ceca (Communauté européenne du charbon et de l'acier) a réussi à préparer et à organiser la fin de secteurs industriels qui étaient, de toute façon, condamnés, en usant de moyens de gouvernance publique et de reconversion sociale. Plutôt que de laisser la modernisation économique aux arbitrages des marchés, il faut que l'Europe aborde un certain nombre de domaines sensibles par l'action publique. D'ailleurs, l'idée d'une politique industrielle sur le plan européen a désormais plus de crédit aux yeux des responsables de l'Union qu'il y a quelques années.

Quant aux institutions françaises, il est regrettable que la gauche n'ait jamais réussi à poser cette question de façon clai-

re. Il existe un véritable débat à mener sur ce sujet, au vu de l'ampleur des problèmes du régime français (obsession présidentielle, mode d'élection et pouvoir du Sénat, biais du scrutin majoritaire, place des régions...). Sur ce point, il me semble qu'une évolution du régime dans un sens plus parlementaire et l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le scrutin permettraient de poser véritablement le débat des alliances et de mieux diffuser le sens du compromis.

Les chantiers de la troisième gauche

HENRI WEBER. Le troisième âge du capitalisme appelle un troisième âge de la gauche. Au XIX^e siècle, nous avons connu l'âge utopique et révolutionnaire. Au XX^e siècle, nous étions dans l'âge social-démocratique national. La gauche du XXI^e siècle sera altermondialiste, altereuropéiste, féministe et social-écologiste.

La gauche doit proposer de nouvelles règles de fonctionnement de l'économie et de la société au niveau mondial, et édifier un système d'organisations internationales capables de les faire appliquer. C'est un enjeu fondamental, car de plus en plus de problèmes n'ont plus de solutions purement nationales. Pour promouvoir une meilleure gouvernance mondiale, l'Europe est un outil de première importance. Laissons à la droite les quolibets sur la prétendue absence de plan B et proposons une issue positive à la crise européenne, qui est bien antérieure au 29 mai 2005. Sur le plan institutionnel, il faudra élaborer, fin 2007, une vraie Constitution, courte, claire, centrée sur les valeurs et l'organisation des pouvoirs. Si nous voulons faire adopter ce nouveau texte, il faut reconquérir la confiance des citoyens dans le projet européen, en démontrant que l'Union européenne se préoccupe autant de croissance, d'emploi, de protection sociale et de progrès culturel que de monnaie et de concurrence.

Les socialistes ont une série de propositions à formuler dans ce sens (grands travaux transcontinentaux, nouvelles politiques industrielles, nouvelles politiques tarifaires...). Nous souhaitons réorienter la construction européenne dans le sens d'une Europe plus volontaire, plus sociale, plus démocratique, car nous sommes convaincus que l'Europe constitue l'espace pertinent de la réforme.

En effet, la gauche ne traverse pas seulement une crise des idées, mais également une crise des outils et des moyens. La mondialisation a affaibli l'efficacité des instruments qu'avait mis en place la gauche au cours du XX^e siècle.

La gauche «altereuropéiste» entend mettre un terme à la dérive libérale qui caractérise la construction de l'Union européenne depuis quinze ans et construire une Europe-puissance délimitée dans l'espace, qui se dote de nouveaux moyens d'intervention.

A mon sens, la sécurisation des parcours professionnels, ou ce qu'on appelle communément la sécurité sociale du travail,

sera la grande conquête sociale des prochaines décennies en France et en Europe. Dans ce domaine, il faut s'inspirer de l'exemple de certains pays européens. Au Danemark, par exemple, un salarié qui perd son emploi perçoit entre 70% et 90% de sa rémunération pendant quatre années. Parallèlement, ce pays s'est donné un service public de l'emploi et un système de formation professionnelle, bien dotés et très efficaces. De ce fait, le chômage est très peu élevé, et les périodes de recherche d'emplois sont très courtes. En France, nous devons trouver notre propre formule pour avancer dans ce sens.

JOËL ROMAN. La gauche française peut se retrouver autour d'un certain nombre d'idées fortes. À l'évidence, le thème de la redistribution évoqué précédemment est fondamental. Il est intéressant de constater que la gauche française commence à s'intéresser aux exemples étrangers dans une logique comparative. Toutefois, les enjeux de la redistribution au niveau macroéconomique doivent être étroitement imbriqués aux enjeux de reconnaissance abordés par Paul Magnette. La gauche reste mal armée pour comprendre certaines questions (logement, chômage, école...) en termes de reconnaissance. De nouveaux droits individuels se situant au-delà de la simple définition des droits fondamentaux doivent être portés par la gauche française (droit au logement, droit à la formation...)

construire une perspective positive et offensive, la gauche renouera avec ses erreurs passées. Elle gagnera sur un programme politique ancré dans une radicalité rhétorique de gauche, mais foncièrement inapplicable et pratiquera une politique sécuritaire, populiste et conservatrice sous l'influence des sondages.

MARIETTE SINEAU. La gauche devrait essayer de promouvoir un retour du politique et un renforcement du rôle régulateur de l'Etat, afin de remettre «l'économie à sa place» conformément à l'expression de Philippe Lemoine (1). Cela passe par une lutte contre les dérégulations financières et les spéculations immobilières.

La gauche doit également réfléchir à la refonte des institutions, ce qui passe par le renforcement du rôle du Parlement appuyé sur des partis plus représentatifs. Paul Magnette a rappelé que la gauche ne savait pas penser les réformes institutionnelles. Pourtant, l'ouvrage de François Mitterrand, *Le coup d'Etat permanent*, paru dans les années 60, analysait avec pertinence le caractère non démocratique des institutions de la V^e République.

JEAN-JACQUES BECKER. Certes, mais François Mitterrand n'a pas continué dans cette voie une fois au pouvoir.

MARIETTE SINEAU. J'en conviens, la gauche s'est ensuite ralliée aux institutions de la V^e République, en particulier au présidentialisme, avec les dérives de

«La gauche n'a jamais existé en tant qu'ensemble homogène dans notre pays. La France a toujours connu des gauches.»

JEAN-JACQUES BECKER

à travers des dispositifs ciblés, permettant de lutter contre les inégalités fines.

La gauche française doit également mener une réflexion profonde sur les services publics. Il s'agit non pas tant de réfléchir sur les statuts des entreprises effectuant une mission de service public que sur leurs missions et sur le cahier des charges qui leur sont alloués. Le rôle de l'Europe en tant qu'espace de régulation reste également un enjeu d'importance.

A entendre Henri Weber, le Parti socialiste français aurait finalement trouvé le fameux plan B. Il serait opportun d'en avertir les autres pays européens. Ne nous vilions pas la face, la question de la Constitution européenne mettra certainement de nombreuses années à resurgir. Il faut donc relancer la construction européenne d'une autre manière.

La gauche doit réfléchir aux nombreux enjeux à la frontière entre l'Europe et les questions internationales, que ce soit l'élargissement vers la Turquie, qui constitue une question décisive pour la gauche, ou la capacité de l'Europe à demeurer une zone ouverte sur le monde et en particulier sur sa frontière sud.

Si nous ne sommes pas capables de

personnalisation et de médiatisation du pouvoir qui en découle.

Par rapport à nos voisins d'outre-Rhin, qui débattent avant tout sur des projets et des idées, en France, on privilégie les logiques d'affrontement personnel entre candidats. Si le Parlement retrouvait un rôle important, appuyé sur des partis forts, le débat politique ne s'en porterait que mieux. Dans ce domaine aussi, nous sommes en décalage par rapport aux autres pays européens, qui connaissent des régimes parlementaires plus démocratiques que le présidentialisme à la française.

Enfin, la gauche française doit mener un grand travail de pédagogie pour expliquer le partage des responsabilités entre l'Europe et l'Etat-nation, afin de réduire le divorce qui s'est établi entre la construction européenne et le peuple. Dans toutes les enquêtes qui ont été menées sur ce thème, un clivage apparaît, dans le positionnement sur l'Europe, entre les couches défavorisées qui la rejettent et les franges privilégiées qui y adhèrent. ◆

Photos MARC CHAUMEIL

(1) «La nécessaire mutation du politique» par Philippe Lemoine dans «Rebonds» (*Libération* du jeudi 6 octobre 2005)